

Conflits violents au Tchad

Causes, acteurs et pistes d'actions

Volker Gerdesmeier

Ours :

© Groupe de Travail Paix et Développement (FriEnt)

Misereor

Mars 2008

FriEnt
c/o BMZ
Adenauerallee 139 – 141,
53113 Bonn
Tél. +49-228-535-3259
Fax +49-228-535-3799
frient@bmz.bund.de
www.frient.de

Misereor

Mozartstr. 9
52064 Aachen
Tél. +49-241/442-315
Fax +49-241/442-188
neussl@misereor.de
www.misereor.de

Sommaire

1. Causes des conflits et problèmes politiques fondamentaux du Tchad	1
1.1. Conflits avant et pendant la période coloniale	1
1.2. Indépendance, dislocation de l'État et règne des seigneurs de la guerre	2
1.3. Problèmes politiques fondamentaux du Tchad	3
2. Les conflits actuels au Tchad	4
2.1. Déroulement des conflits	4
2.2. Éléments actuels de la nouvelle aggravation du conflit	6
3. Acteurs	9
3.1. Acteurs internes	9
3.2. Acteurs externes	11
3.3. Conclusions	13
4. Pistes d'actions en faveur de la paix	14
4.1. Protection de la population civile	14
4.2. Engagement cohérent de l'UE pour la démocratisation	15
4.3. Promotion d'un dialogue national inclusif	16
4.4. Plus forte prise en compte de la dimension régionale	16
4.5. Prise en compte du rapport avec les industries extractives	17
4.6. Surmonter la culture de la violence, veiller au respect des droits humains et promouvoir la participation	17

1. Causes des conflits et problèmes politiques fondamentaux du Tchad

Après une dizaine d'années de calme relatif, le Tchad est à nouveau, depuis 2005, le théâtre d'importants affrontements armés. Ceux-ci ont culminé avec les attaques de l'alliance des rebelles du 1^{er} au 3 février 2008 contre la capitale, N'Djamena, qui ont causé la mort de plusieurs centaines de civils et contraint des milliers d'habitants de N'Djamena à fuir au Cameroun et au Nigéria.

Les causes de ces conflits violents remontent en grande partie aux premières années de l'indépendance et même à l'époque de la colonisation française. L'évolution politique actuelle, notamment dans l'entourage du président Idriss Déby, ainsi que les conflits régionaux ont aussi contribué aux récentes flambées de violence.

Dans cette étude, nous nous pencherons sur le déroulement actuel des conflits avant d'en analyser les causes, d'aborder les problèmes structurels du Tchad et d'esquisser des pistes d'actions en faveur de la paix.

1.1. Conflits avant et pendant la période coloniale

Évoquer rapidement l'histoire de la construction de l'État tchadien nous permet de mettre en contexte les conflits actuels et de mieux les comprendre. À l'époque précoloniale, le territoire actuel du Tchad était occupé par plusieurs grands empires sahéliens : Kanem-Bornou, Baguirmi et Ouaddaï. Leur richesse et leur pouvoir reposaient surtout sur le pillage et la vente d'esclaves. Ils se livraient régulièrement à des razzias à grande échelle, pillant les régions voisines, plus au sud, dont ils réduisaient les habitants à l'esclavage pour les vendre le long des routes commerciales transsahariennes qui menaient à la Méditerranée et au Proche-Orient. Les sociétés segmentaires animistes qui vivaient dans le Centre et le Sud du Tchad d'aujourd'hui n'avaient guère d'autre solution que de réagir par la défensive à ces attaques. Ces sociétés entretenaient donc des relations plutôt hostiles avec les puissants empires du Sahel, au nord, même s'il leur arrivait aussi de collaborer avec eux à l'occasion de chasses à l'homme.

La France, en tant que puissance coloniale, a tracé des frontières qui regroupaient les victimes et les coupables de l'esclavage au sein d'un même territoire, ce qui a accru les tensions entre les populations du Nord et du Sud. La France a administré, pendant toute la période coloniale, le Nord du Tchad sur un plan purement militaire, alors qu'elle investissait et construisait des hôpitaux et des écoles presque exclusivement dans le Sud du pays, le « Tchad utile » comme disaient les colons, où la population était plus nombreuse et le climat plus clément. La culture du coton y a été introduite par la force et beaucoup d'hommes ont été envoyés en travail forcé pour construire la ligne de chemin de fer « Congo-Océan ». L'État était donc perçu, pendant la période coloniale aussi, avant tout comme une force d'oppression qui pillait et exploitait la main d'œuvre et les êtres humains.

La France n'a, ni dans le Nord ni dans le Sud du pays, jeté les bases – par exemple en mettant en place des institutions viables, en encourageant le droit à la parole ou une certaine autonomie – d'une souveraineté pacifique du Tchad.

1.2. Indépendance, dislocation de l'État et règne des seigneurs de la guerre

La première génération d'hommes politiques tchadiens a été confrontée à l'immense défi de gouverner pacifiquement un pays faisant trois fois la superficie de l'Allemagne, marqué par les stigmates de nombreux conflits violents entre le Nord et le Sud, une extrême diversité ethnique et linguistique, des institutions faibles et des ressources limitées.

Les nouvelles élites ont poursuivi la politique de répression des périodes précoloniale et coloniale. À peine 12 jours après l'indépendance, le président Tombalbaye a violé le droit en vigueur et commencé à mettre en prison ceux qui le critiquaient. Lorsqu'en 1963 des passants s'opposèrent à l'arrestation publique de deux dirigeants politiques à N'Djaména, les militaires tirèrent pour la première fois sur la foule. La culture politique du Tchad indépendant a donc été caractérisée dès le début par le non-droit et la violence : « *Puisqu'il n'était plus possible d'exprimer démocratiquement et librement son opinion politique au Tchad, les opposants au régime trouveront et adopteront d'autres formes de lutte pour faire entendre leur voix* ». ¹

Les Tchadiens du Sud dominaient l'appareil administratif. La formation scolaire qui leur avait été dispensée pendant la période coloniale jouait un rôle essentiel dans ce contexte. Les membres des ethnies du Nord n'avaient pratiquement reçu aucune formation dans les écoles coloniales. Après l'indépendance, ils se sont retrouvés face à un appareil administratif dominé par des fonctionnaires du Sud, qui leur étaient étrangers et hostiles.

En 1966, le FROLINAT (Front de Libération Nationale), un mouvement de guérilla composé essentiellement de membres des ethnies du Nord, a fait son apparition. Les expulsions et les massacres de populations civiles se multiplièrent dans l'ensemble du pays, si bien que le monopole du pouvoir de l'État s'est considérablement affaibli. Après le putsch militaire et l'assassinat du président en 1975, il y eut plusieurs années d'instabilité. Le FROLINAT s'est scindé en plusieurs mouvements, sous la houlette de chefs rivaux. Lors de la guerre civile qui fit rage entre 1979 et 1982, le Tchad comptait jusqu'à huit différents groupes armés qui s'affrontaient les uns contre les autres. L'État s'est disloqué, les régions étant dirigées par les seigneurs de la guerre à la tête de mouvements militaires autonomes.

Hissène Habré, l'un de ces seigneurs de la guerre, a pris le pouvoir en 1982, fort de soutiens étrangers. Sous sa dictature, le pouvoir de l'État a été rétabli, mais au prix de gravissimes violations des droits de l'homme : au moins 40.000 personnes ont été assassinées.

Le successeur d'Habré, Déby, parvenu au pouvoir en 1990, lui aussi par la force, a dans un premier temps éveillé des espoirs. Il a autorisé les partis politiques et convoqué une Conférence nationale à l'ouverture de laquelle un bûcher d'armes a été mis à feu pour symboliser la fin de la violence. Une constitution a été élaborée et adoptée par référendum populaire. Mais les violations de droit et la violence n'ont pas cessé pour autant. Les membres de l'ethnie du président occupaient de plus en plus de postes-clé au sein du gouvernement, de l'administration et de l'armée, les décisions de la Conférence nationale étaient systématiquement bafouées et les élections manipulées. Entre 1993 et 1998, l'armée a agi systématiquement contre les mouvements de guérilla du Sud du pays. Le régime se stabilisant à la fin des années 90, les conflits à caractère violent ont diminué, mais les problèmes fondamentaux restaient entiers.

1.3. Problèmes politiques fondamentaux du Tchad

L'État-Nation du Tchad a été vidé de sa substance par la rébellion du FROLINAT, qui a duré plus d'une décennie, et a fini par se décomposer durant la guerre civile de 1979 à 1982. Les conséquences négatives de la guerre sur les institutions de l'État et la vie sociale, jamais suffisamment traitées, se ressentent jusqu'à aujourd'hui.

Imposer par la violence ses propres intérêts est devenu un modèle de culture politique nationale. Toutes les institutions susceptibles de tisser des liens sociaux et de privilégier les solutions négociées sont confrontées à cette culture dominante.

Les seigneurs de la guerre tchadiens qui ont réussi, dans ce contexte, à monter en puissance sont des entrepreneurs politiques. Ils mettent à profit la conjoncture du moment pour accéder aux hautes sphères du régime par la lutte armée et par les négociations, s'emparant par la force du pouvoir central ou « se réconciliant » tactiquement avec le régime en place.

Le monopole du pouvoir de l'État est fragile. L'armée nationale doit intégrer les troupes des seigneurs de la guerre victorieux. Faute d'une véritable politique de démobilisation, la distinction entre soldats, rebelles et brigands est des plus floues. Les projets de l'UNDP et d'autres, visant à démobiliser et à réintégrer les ex-soldats, ne sont pas parvenus à briser cette dynamique. Vu que le meilleur moyen de s'assurer de la fidélité de ses alliés est de leur offrir une promotion, l'armée tchadienne comptait, en 2006, autant d'officiers et de sous-officiers que de simples soldats.

Le processus de démocratisation qui a commencé dans les années 90 n'a changé la donne que superficiellement. Ali-Abderraman Haggar, ancien conseiller du président, décrivait en février 2005 la culture politique dominante en ces termes :

« Voici comment fonctionne le système Déby : l'État a un double visage, d'une part, l'État officiel, d'autre part l'État non-officiel. D'un côté, l'image de l'État avec de belles paroles, des drapeaux, des représentations diplomatiques, des sirènes, etc. Ce n'est qu'une façade, mais ne correspond pas à la réalité du pouvoir.

De l'autre côté, le véritable État, constitué d'alliances ethniques. Idriss est très habile pour diriger les clans qui contrôlent l'armée. 75 % d'entre eux sont des Zaghawa, 15 % des Goranes et des Arabes, et les autres proviennent d'horizons divers. Les Zaghawa détiennent aujourd'hui le pouvoir militaire. Par conséquent, ils sont aussi très puissants sur le plan économique et laissent un petit quelque chose aux autres groupes. »²

Depuis le début des années 90, la politique tchadienne semble commencer à se civiliser, mais le processus reste fragile. Lorsqu'en 2005, l'équilibre précaire du pouvoir a menacé d'être rompu et que les intérêts vitaux des groupes dirigeants ont été remis en cause, les élites ont renoué avec leur vieille habitude de résoudre les conflits par la force.

2. Les conflits actuels au Tchad

2.1. Déroulement des conflits

La crise actuelle a commencé par une tentative de putsch contre le président en avril 2004. A l'origine de cette tentative de putsch : des militaires de haut rang de l'entourage direct du président.

En octobre et novembre 2005, de nombreux officiers de haut rang de l'armée tchadienne ont déserté, attaqué des casernes et se sont emparés d'armes. À peine un mois plus tard, un groupe de rebelles a attaqué la ville d'Adré, située à la frontière du Soudan/Darfour. En mars 2006, Tom et Timane Erdimi, neveux et proches collaborateurs du président ont rejoint les rebelles.

Un autre groupe de rebelles aurait prévu au même moment un attentat contre Déby. A son retour d'un voyage à l'étranger, celui-ci aurait dû être abattu avec son avion. Mais, selon des sources officielles, cet attentat a pu être déjoué.

En avril 2006, un autre groupe rebelle, le FUC, dirigé par Mahamat Nour Abdelkarim, a attaqué la capitale N'Djamena et a été repoussé. Au cours des combats, des centaines de civils ont trouvé la mort. Les troupes françaises stationnées au Tchad aidèrent activement l'armée tchadienne lors de ces combats.

En novembre 2006, Abéché, la ville la plus importante de l'Est du pays, où stationne une garnison française, fit l'objet d'une attaque. Ensuite, les rebelles misèrent sur la tactique d'usure, effectuant des opérations commando et de brèves incursions dans des villes de l'Est du pays.

Depuis octobre 2005, une vingtaine d'organisations rebelles étaient actives dans l'Est du Tchad.³ Fin 2007, les trois principaux groupes rebelles sont les suivants :

Principales organisations rebelles

- L'**UFDD** (Union des Forces pour la Démocratie et le Développement), une alliance de différents groupes sous la direction de Mahamat Nouri, un Gorane (ethnie de l'ancien président Habré).
- L'**UFDD Fondamentale** est une fraction dissidente de l'UFDD, dirigée par Abdelwahid Aboud et dominée par les Arabes Tchadiens.
- Le **RaFD** (Rassemblement des Forces Démocratiques), un rassemblement de dissidents Zaghawa, sous la direction des frères Tom et Timan Erdimi, neveux et anciens proches collaborateurs du Président Déby.
- Le **FUC** (Front Uni pour le Changement), sous la direction de l'éphémère ministre de la défense Mahamat Nour Abdelkarim, un groupe qui est surtout enraciné dans l'ethnie des Tama. Nour a été nommé ministre de la défense en mars 2007 après un accord de paix, les combattants du FUC devaient être intégrés dans l'armée nationale. En novembre, il a été démis de ses fonctions de ministre de la défense. Le FUC n'a pas participé activement aux combats de février 2008.

En novembre 2006, des massacres de la population civile firent plus de 300 victimes dans l'Est du Tchad (autour de Goz-Beïda) en un laps de temps très bref. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP) n'a cessé d'augmenter dans l'Est du Tchad au cours de l'année 2006 pour s'établir à environ 100.000. Le régime tchadien a décrété l'état de siège pour six mois, les médias indépendants ont été censurés. Dans les régions de l'Est, le gouvernement central a mis temporairement en place des « ministres délégués » qui, selon le communiqué gouvernemental, « disposent des pleins pouvoirs ». Ils n'étaient soumis à aucun contrôle indépendant en matière d'éventuelles atteintes aux droits de l'homme. À Noël 2006 et en avril 2007, de nouveaux massacres furent perpétrés. Le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (UN-OCHA) estime le nombre de PDIP à environ 170.000 à l'automne 2007 ; en outre, plus de 200.000 réfugiés soudanais du Darfour vivent depuis 2003 dans l'Est du Tchad.

John Holmes, coordinateur des secours d'urgence de l'ONU, a déclaré au Conseil de Sécurité en avril 2007 après s'être rendu sur place :

« L'armée tchadienne parce qu'elle se concentre sur d'autres objectifs, a abandonné une grande partie de l'Est du pays à des milices et des bandes armées en tous genres. »⁴

Il fait également état de recrutements forcés parmi les réfugiés et les PDIP.

Dans une démarche spectaculaire, le président s'est réconcilié début 2007 avec Mahamat Nour Abdelkarim, le nommant ministre de la défense en mars. Ses rebelles étaient censés être intégrés dans l'armée nationale, l'aile politique de son mouvement dans le parti de gouvernement. Mais la réintégration a fait l'objet de fortes tensions.

En septembre, les Nations Unies ont décidé d'envoyer une mission civile de paix « multidimensionnelle » (MINURCAT), chargée de renforcer la sécurité dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées de l'Est du Tchad et du Nord de la République Centrafricaine ainsi que dans les grandes villes avoisinantes et de permettre la création d'un couloir humanitaire. Pour soutenir la MINURCAT, l'Union Européenne déploie en plus une mission militaire (EUFOR Tchad/RCA).⁵ Ces deux missions doivent relever de grands défis : dans une région de la superficie de la France, aux infrastructures pratiquement inexistantes et avec environ 400 000 réfugiés et PDIP, elles ne disposent que de moyens limités en personnel.⁶ Rien que l'approvisionnement du personnel international posera d'immenses problèmes logistiques et la situation à est très précaire sur le plan de la sécurité.

Un accord de paix signé fin octobre 2007 entre le gouvernement et l'ensemble des organisations rebelles sous l'égide de la Libye n'a tenu que cinq semaines. Dès novembre 2007, les combats ont repris de plus belle. Au même moment, Mahamat Nour Abdelkarim a été démis de ses fonctions de ministre de la défense. Il y a lieu de considérer que l'intégration des combattants du FUC dans l'armée nationale a échoué. La flambée de violence a culminé - provisoirement - début février 2008, lorsqu'une alliance nouvellement constituée entre les organisations rebelles UFDD, RaFD et UFDD-Fondamentale a attaqué, avec plus de 2000 combattants, la capitale N'Djamena. Les combattants, qui venaient du Soudan, sont parvenus à N'Djamena en un temps record et pratiquement sans rencontrer de résistance ; ils ont alors assiégé N'Djamena pendant deux jours. Environ 100.000 personnes ont fui au Cameroun et au Nigéria, la plupart des Européens et des Américains ont dû être évacués. La ville a été le théâtre de nombreuses scènes de pillages. Au bout de deux jours de siège, les rebelles,

bombardés par l'armée de l'air tchadienne, ont dû se replier loin de la ville, hors de portée des hélicoptères tchadiens.

Le régime de Déby n'a cessé de répéter qu'il s'agissait d'une agression du Soudan. Il ne fait aucun doute que notamment l'UFDD est soutenue massivement par le gouvernement soudanais. Mais les accusations vis-à-vis du Soudan visent avant tout à détourner l'attention du fait qu'il s'agit d'un problème interne au Tchad dont Déby lui-même est le premier responsable. Les chefs rebelles sont tchadiens et ont collaboré longtemps avec Déby.

Durant les conflits, la France a pris parti publiquement pour le régime tchadien, en soulignant à maintes reprises qu'il s'agissait d'un gouvernement légitime et démocratiquement élu. Dans le cadre de l'accord militaire bilatéral, elle lui a apporté son soutien en matière de logistique et de reconnaissance aérienne. Différents témoins ont indiqué à de nombreuses reprises que l'armée de l'air française avait participé directement aux combats, ce que dément le gouvernement français.

Les leaders de différents partis de l'opposition politique ont disparu depuis le 3 février. Il y a lieu de supposer qu'ils ont été enlevés par le gouvernement. Les militants pour les droits de l'homme ont dû quitter le pays ou se cachent parce qu'ils se savent menacés. Le 15 février, le gouvernement tchadien a décrété l'état de siège. Les médias indépendants sont censurés, les réunions interdites. Les quelques signes, encore timides, de démocratisation du pays ont donc été réduits à néant.

2.2. Éléments actuels de la nouvelle aggravation du conflit

Réforme constitutionnelle

Le projet du président, annoncé en 2004, de modifier la constitution tchadienne pour pouvoir se présenter une troisième fois aux élections présidentielles est considéré comme le déclencheur des tentatives de putsch, des mouvements de désertion et des rébellions. Le référendum sur la réforme constitutionnelle a eu lieu en juin 2005, les élections présidentielles en mai 2006.

L'opposition avait déjà annoncé longtemps à l'avance qu'elle boycotterait les élections. De son point de vue, les élections ne pouvaient pas être libres et équitables, puisque la révision des listes électorales, comportant de nombreuses erreurs, qu'elle exigeait depuis longtemps ne s'était toujours pas traduite dans les faits. Quatre personnalités relativement peu connues, issues de partis proches du gouvernement, se sont présentées « contre » le président. La société civile a appelé à un « jour de deuil » le jour des élections.

Selon la BBC, le taux de participation était d'environ 10 % ; selon des sources officielles – qui par moments se contredisaient – il aurait été de 62%, 78 % des suffrages exprimés s'étant portés sur le président sortant.

Le conflit du Darfour

Un autre élément important expliquant cette flambée de violence est l'imbrication de plus en plus forte entre la rébellion au Tchad et le conflit du Darfour.

Les Zaghawa, ethnie du président tchadien, sont implantés aussi bien dans l'Est du Tchad qu'au Darfour soudanais. Deux des groupes rebelles du Darfour sont dominés par des Zaghawa. Des chefs Zaghawa de l'entourage du président le

poussaient depuis le commencement de la rébellion du Darfour, début 2003, à intervenir pour soutenir les Zaghawa soudanais. Lors de la tentative de putsch précédemment mentionnée, qui a eu lieu au Tchad en mai 2004, l'une des principales revendications des adversaires de Déby était de soutenir activement les rebelles Zaghawa au Darfour contre le régime soudanais. Le président tchadien devait faire face à un dilemme : les Zaghawa du Darfour avaient offert à Déby en 1990, lorsqu'il était rebelle, une zone de repli et avaient combattu à ses côtés au Tchad. Mais Déby avait aussi reçu une aide militaire, bien plus conséquente, du gouvernement soudanais.⁷ Dans un premier temps, il a essayé de servir de médiateur entre les organisations rebelles du Darfour et le gouvernement soudanais, mais il a aussi mis à la disposition du gouvernement soudanais des troupes et des hélicoptères de combat⁸. Lorsque la pression de son entourage a augmenté, il a changé de cap et s'est mis à soutenir la rébellion au Darfour. La riposte du gouvernement soudanais ne s'est pas fait attendre : il recruta, en octobre 2004, des réfugiés tchadiens pour la lutte armée contre N'Djaména.⁹ De plus, le Soudan a soutenu des incursions transfrontalières des Janjaweed au Tchad. Selon l'Observatoire des droits humains, début 2005, l'armée régulière soudanaise a accompagné les milices à cheval qui attaquaient les civils tchadiens.¹⁰ Un rapport d'Amnesty International, publié fin 2006, confirme ces observations et fait état de nouveaux cas.¹¹ De nombreux Janjaweed sont eux-mêmes tchadiens. Dès les années 90, de nombreux Arabes tchadiens ont participé aux combats entre les Zaghawa et les Arabes au Darfour. En réaction à la création de groupes rebelles au Darfour, des chefs Janjaweed se sont engagés au Tchad après 2001. Ils ont recruté des volontaires, leur promettant de l'argent, une arme, un cheval et la possibilité de piller. Selon Flint et de Waal, 20.000 Tchadiens ont accepté cette proposition et ont été formés par l'armée soudanaise¹². Lorsque l'Observatoire des droits humains a interrogé, fin 2006, des survivants des massacres de l'Est du Tchad, plusieurs témoins oculaires ont déclaré qu'ils avaient reconnu d'anciens voisins et connaissances qui étaient partis depuis longtemps au Soudan et en étaient revenus maintenant à cheval et armés. Tout porte à croire qu'il s'agit là de Tchadiens recrutés par les Janjaweed.

Mahamat Nour Abdelkarim entretient des relations étroites avec le chef Janjaweed Musa Hilal et aurait participé à ses côtés, avec des combattants Tama, à des massacres contre des Zaghawa au Darfour.¹³ Inversement, l'organisation rebelle JEM, dirigée par Khalil Ibrahim, qui opère au Darfour a aidé en avril 2006 le régime Déby à résister, en territoire tchadien, aux attaques du FUC.

Enfin, la violence a encore monté d'un cran avec les milices « Toroboro », néologisme dérivé de « Tora Bora », la zone de repli des talibans en Afghanistan. Ce terme désigne d'une part les rebelles soudanais qui opèrent au Tchad aux côtés du régime tchadien et d'autre part les milices recrutées de manière ciblée sur des critères ethniques et armées par le régime tchadien pour lutter également contre les rebelles tchadiens. Grâce aux nouveaux armements dont elles disposent, ces milices luttent en même temps, pour leur propre compte, contre les ethnies voisines, et ce, de manière de plus en plus sanglante, comme en témoigne par exemple le combat de milices de l'ethnie des Dadjos contre les Arabes. Les chefs locaux de l'Est du Tchad qui, comme le sultan des Dadjos, ont pris position contre le recrutement des jeunes de leur ethnie et ont résisté à cette montée de la violence ont été limogés et remplacés.

Il ressort de cet aperçu que le conflit du Tchad est intimement lié au conflit du Darfour si bien que l'escalade du conflit au Darfour a aggravé la crise au Tchad. Inversement, les Tchadiens sont impliqués dans le conflit du Darfour, tant dans le camp des rebelles que dans celui des milices Janjaweed.

Extraction du pétrole

Depuis 2003, le Tchad fait partie des pays exportateurs de pétrole. La flambée de violence en automne 2005 semble confirmer la règle selon laquelle les industries extractives aggravent les conflits dans les pays africains, étant donné qu'elles donnent aux groupes mécontents l'occasion et les moyens de créer des mouvements de rébellion.¹⁴ En réalité, au Tchad, les rapports entre l'extraction du pétrole et les conflits armés sont plus complexes.

La manne pétrolière à venir a sûrement incité les rebelles potentiels à prendre les armes. Mais en même temps, leurs chances de succès diminuaient parce que le régime, grâce aux ressources supplémentaires, pouvait s'armer davantage. Les rebelles tchadiens n'ont, contrairement aux rebelles de la République Démocratique du Congo, d'Angola ou du Sierra Leone, pas accès aux ressources conflictuelles. Sur le plan technique et géographique, il est impossible de voler du pétrole comme dans le delta du Niger. Au Tchad, pays qui n'a pas d'accès à la mer, les canalisations sont souterraines. Dans la région pétrolifère elle-même, aucun mouvement de guérilla n'est actif depuis une dizaine d'années. En ce sens, l'extraction du pétrole n'aggrave pas le risque de dislocation de l'état, elle a plutôt tendance à renforcer un régime non-démocratique.

Dans le temps, la Banque Mondiale avait vanté la loi tchadienne 001 sur l'affectation des recettes pétrolières comme un modèle de transparence et d'orientation axée sur le développement dans le secteur extractif. Lorsque le Tchad, en automne 2005, a déclaré unilatéralement qu'il modifiait la loi, la Banque Mondiale a gelé tous les paiements en cours. Mais lorsque les rebelles du FUC attaquèrent N'Djaména en avril 2006 et que, dans la foulée, le régime tchadien menaça de stopper l'extraction du pétrole, la Banque Mondiale a signé deux accords provisoires avec le gouvernement tchadien, ce qui revenait à accepter la modification de la loi. La Banque Mondiale a donc accepté que l'État tchadien réduise encore la transparence en matière d'utilisation de ses recettes pétrolières et réduise considérablement les dépenses destinées aux actions de développement et au fonds pour les générations futures au profit de dépenses militaires.

En outre, le régime menaça d'expulser du pays les groupes pétroliers Chevron et Petronas s'ils ne s'acquittaient pas d'impôts à titre rétroactif. Bien que des accords écrits aient prévu que ces groupes soient exonérés d'impôts durant une période initiale, ceux-ci ont cédé et payé. C'est ainsi qu'en 2007, le Tchad a, pour la première fois de son histoire, un excédent budgétaire. Mais cette manne financière représente aussi un réel danger : celui de voir émerger une économie de rentiers, dans laquelle un petit cercle de privilégiés s'empare, sans être soumis à aucun contrôle, de la totalité des recettes pétrolières. Ce n'est pas par hasard que Transparency Internationale a déclaré en 2005 que le Tchad était le pays le plus corrompu du monde. Il faut aussi craindre des régressions dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, pour la démocratisation et la défense des droits de l'homme. D'éventuelles pressions de donateurs auront moins d'effet que par le passé.

En juin 2007, le gouvernement tchadien a affirmé, lors d'une rencontre publique avec ses donateurs, qu'il avait consacré au cours des cinq premiers mois de l'année 120 millions d'euros – c'est-à-dire 23% de l'ensemble des recettes de l'état durant la période considérée – à des dépenses militaires, solde des soldats non comprise.¹⁵ La Banque Mondiale n'a pas commenté ces déclarations, mais a félicité le Tchad pour ses progrès dans la lutte contre la pauvreté.

3. Acteurs

3.1. Acteurs internes

Le régime et son entourage immédiat

Depuis qu'il a pris le pouvoir en 1990, Déby a installé successivement des membres de son ethnie à tous les postes importants. Les Zaghawa ne représentent que 2% à 3% de la population tchadienne, mais occupent 80% des postes-clé dans l'armée et assument de hautes responsabilités à la poste ainsi que dans l'industrie cotonnière et sucrière.¹⁶

Les membres de son ethnie bénéficient aussi d'une quasi-impunité judiciaire et sont favorisés par les tribunaux et l'administration. Dans l'Est du pays, les Zaghawa ont commencé, en raison de l'avancée de la désertification et de la protection politique dont ils jouissent depuis 1990, à émigrer vers le sud, chassant les Tama et les Arabes de leurs zones d'habitat traditionnelles.

De nombreux Zaghawa perçoivent le conflit actuel comme une question de survie économique et sociale, voire même physique. C'est le fruit de la marginalisation et des persécutions parfois brutales qu'ils ont subies dans les années 80 sous le régime du précédent président, Habré.

L'ethnie des Zaghawa est très fragmentée. Différents clans rivalisent entre eux et ne s'unissent que pour faire face à des menaces extérieures. Certains clans comme les Kobé (qui jouent un rôle important dans la rébellion du Darfour) reprochent au clan du président, les Bideyat, leur origine plus modeste. Après la conquête du pouvoir, de nombreux Kobé ont exigé leur part pour les sacrifices effectués et ont eu l'impression que le clan du président tirait son épingle du jeu, ce qui a entraîné des tensions et des conflits. Ceci n'explique cependant que partiellement les désertions et les rébellions des Zaghawa au cours des dernières années. Certains chefs rebelles sont issus de l'entourage immédiat, politique et familial, du président.

Dans une moindre mesure, les membres d'autres ethnies du Nord (Tama, Goranes) font aussi partie des hautes sphères du pouvoir, alors que les membres des ethnies du Sud exercent des fonctions moins décisives, mais représentatives, comme par exemple celle de premier ministre.

L'« opposition armée »

Les mouvements rebelles sont également constitués presque exclusivement de membres des ethnies du Nord. La plupart des chefs rebelles occupaient dans le temps des postes officiels importants, soit comme les frères Erdimi au sein du gouvernement actuel (société cotonnière d'état, projet pétrolier), soit comme Acheikh Ibn Oumar sous Hissène Habré (ministre des affaires étrangères), soit comme Mahamat Nouri sous les deux régimes (ministre de la défense, ambassadeur en Arabie Saoudite). Les différents chefs rebelles se livrent des combats acharnés entre eux, ce qui constituerait une menace sérieuse pour l'unité de l'État au cas où ils s'empareraient du pouvoir.

Compte tenu des antécédents de la plupart des chefs rebelles, leurs revendications en matière de transparence et d'état de droit ne sont pas crédibles. Leur appel à impliquer la société civile tchadienne dans une transformation pacifique du conflit semble aussi n'être qu'une manœuvre tactique.

Comme précédemment mentionné, de nombreux groupes armés tchadiens sont engagés dans le conflit du Darfour aux côtés des milices Janjaweed.

Société civile, partis et population

Dans le cadre de la Conférence nationale, une société civile différenciée et dynamique est apparue au Tchad dans les années 90. Lors des discussions au sujet de l'extraction du pétrole, elle a acquis une grande expérience et de fortes capacités organisationnelles et est parvenue à se mettre en réseau avec l'extérieur. De plus, une vaste alliance d'organisations de la société civile pour la « Paix et Réconciliation », dont l'objectif était d'inciter le régime à organiser un forum national au lieu des élections contestées, s'est formée en amont de la réforme constitutionnelle et des élections présidentielles. Les Églises ont déploré, dans de nombreux appels courageux et constructifs, la culture dominante de la violence et ont appelé à résoudre les conflits de manière pacifique et à lutter réellement contre la pauvreté.

Les Églises, la société civile et les organisations de défense des droits de l'homme ne touchent, pour l'essentiel, que les membres des ethnies du Sud, ce qui limite leur influence sur la société dans l'optique de la résolution pacifique des conflits. Mais ici et là, des initiatives concernant l'ensemble du pays voient le jour. Celles-ci bénéficient de l'excellente réputation dont jouissent les actions de développement et de défense des droits de l'homme.

Les nombreux partis tchadiens sont très fragmentés et étaient, dans le passé, rarement en mesure de former des alliances viables. C'est ainsi que les partis d'opposition se sont disputés, dans le cadre du référendum concernant le troisième mandat du président, pour savoir s'il fallait appeler à boycotter le scrutin ou à voter non. Le 12 août 2007, 82 partis ont signé un accord politique avec le président. Cet accord, conclu sous la pression de l'Union Européenne, modifie la législation électorale. Mais le régime n'ayant pas tenu ses promesses ni respecté ses engagements au cours des dernières années, il y a lieu de se demander si cet accord sera appliqué.

Malgré de nombreuses initiatives, l'influence de l'opposition politique et de la société civile reste limitée à ce jour. Cela tient essentiellement à la culture politique dominante qui veut que les décisions importantes soient prises dans le cercle très restreint des élites politico-militaires, comme l'illustrent très bien les deux citations qui suivent :

« Déby Itno sait très bien que son avenir ne dépend pas de la politique constitutionnelle menée mais des différents blocs qui dominent l'économie politique tchadienne depuis l'indépendance, à savoir les factions politico-militaires. »¹⁷

« Au Tchad, toute solution digne de ce nom devra passer par le dialogue avec tous les groupes en présence ; mais il faudra aussi aller plus loin et remettre à plat les fondements de la politique tchadienne profondément ancrés dans les mœurs, qui font que les organisations politico-militaires se partagent entre elles le butin du pillage de la richesse nationale et de la population tchadienne. »¹⁸

Cette culture politique et les décennies de violence persistante ont laissé des traces dans la société : seuls les membres d'un même clan sont solidaires les uns des autres et se font confiance, les relations avec les autres ethnies sont empreintes de méfiance, ce qui est le fruit des violences endurées. Les structures administratives locales sont corrompues et instrumentalisées par les partis politiques, les mécanismes de gestion non violente des conflits, qui existaient

autrefois, ont disparu. La population rurale souffre particulièrement du conflit entre les cultivateurs et les éleveurs qui met en péril la sécurité alimentaire de la population. Les autorités locales font presque toujours preuve de partialité et règlent les conflits sur l'accès aux terres et à l'eau en donnant généralement raison aux éleveurs, agressifs et armés (par exemple bergers salariés à la solde de membres du régime).

Un sondage représentatif, effectué en 2005 auprès des Tchadiens, a révélé que la population tchadienne, malgré les douloureuses expériences qu'elle a vécues, n'était que partiellement divisée et ennemie. Certes, la plupart des personnes interrogées ne font confiance qu'à leur entourage immédiat et articulent leurs préférences politiques en fonction de leur appartenance ethnique, mais en même temps, elles sont d'avis qu'il ne faut pas que la politique repose sur les différences religieuses et ethniques, que la contestation politique doit s'exprimer exclusivement de manière pacifique et que, malgré tout, la paix et la coopération entre les différents groupes ethniques et sociaux est possible.¹⁹

Pendant des décennies, le pays a été marqué par le conflit entre le Nord, musulman, et le Sud, chrétien. Suite à l'écrasement des rébellions du Sud, dans les années 90, la population du Sud n'est pas organisée à l'heure actuelle dans des groupes armés. Le fait qu'elle soit quasiment écartée du pouvoir politique et subisse au quotidien les discriminations de l'administration représente un grand potentiel de conflit en suspens.

3.2. Acteurs externes

La France

En tant qu'ancienne puissance coloniale, la France continue à jouer un rôle important au Tchad. Garantir l'intégrité territoriale et la stabilité du Tchad, comme le stipulent les traités qui lient la France et le Tchad, est encore aujourd'hui l'objectif affiché de la France. Cela se traduit sur le terrain par une politique de « non-ingérence » dans les affaires internes que les observateurs qualifient néanmoins de « persiflage diplomatique »²⁰. La France est intervenue à plusieurs reprises avec ses propres troupes en faveur du régime tchadien en place, notamment en 1979 et en 1983, et dispose depuis 1986 d'une base militaire permanente à N'Djaména, sa plus grande base en Afrique, après celle de Djibouti.

Tous les changements de régime au Tchad – tant le putsch contre Tombalbaye que les prises de pouvoir d'Habré et par la suite de Déby – se sont faits avec tout au moins l'accord de la France. Dans le passé, des hommes politiques de haut rang, dont le président Chirac, ont contribué à légitimer le gouvernement de Déby par des déclarations publiques sur les élections contestées et le changement constitutionnel. Lors des combats d'avril 2006 et de février 2008 autour de N'Djaména, la France lui a apporté son soutien logistique dans le cadre de la coopération militaire bilatérale. La reconnaissance aérienne française et la fourniture de munitions ont joué un rôle décisif dans la victoire du régime sur les rebelles. Durant les combats, le Président Sarkozy était régulièrement en contact avec Idriss Déby et l'a assuré du soutien de la France pour éviter que les rebelles ne prennent le pouvoir.

Une relation particulière qui résulte d'un passé commun²¹ unit les deux pays et l'étroite coopération militaire qui lie les deux pays depuis les années 80 fait du Tchad, dans le contexte régional aussi, un allié de la France : c'est ainsi que les troupes tchadiennes sont intervenues en 1997 aux côtés de Sassou Ngessou, le

candidat plébiscité par l'industrie pétrolière française, dans la guerre civile au Congo-Brazzaville. Un an plus tard, 2000 soldats tchadiens combattaient au Congo-Kinshasa contre les troupes de Jean-Pierre Bemba. Celui-ci a financé la lutte militaire qu'il menait en exportant du café et des diamants qui transitaient par la République Centrafricaine jusqu'au jour où un président, proche de la France et du Tchad, s'y est emparé du pouvoir. Lorsque le président François Bozizé a été en difficultés en novembre 2006 à cause de la percée de la coalition rebelle UFDR (Union des forces démocratiques pour le rassemblement), il a bénéficié du soutien militaire du Tchad²² et de la France.

Par ces interventions perpétuelles, la France essaie de maintenir son influence dans la région. Alors que ses intérêts économiques jouaient un rôle primordial jusqu'en 1999²³, ce sont les préoccupations de politique étrangère qui sont déterminantes aujourd'hui. Fidèle aux visions politiques du Général de Gaulle, la France entend conserver ses sphères d'influence et son – prétendu – statut de grande puissance.

Les Etats-Unis

Les Etats-Unis ont trois intérêts stratégiques au Tchad : la sécurité de l'extraction du pétrole, la lutte contre le terrorisme et le rôle stabilisant du Tchad dans le conflit du Darfour.

Deux des trois entreprises du consortium pétrolier qui opère au Tchad sont américaines : Exxon Mobil et Chevron. Comme on estime que les champs pétrolifères actuels seront exploités pendant une période de 25 ans, les groupes concernés ont besoin d'une stabilité à long terme pour sécuriser leurs investissements qui représentent plus de 4 milliards de dollars US au total.

L'importance stratégique de la lutte contre le terrorisme ne fait aucun doute non plus. Les salafistes algériens du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) ont été signalés à plusieurs reprises dans le Nord du Tchad, difficile à contrôler ; en 2004, il y a eu des accrochages avec l'armée tchadienne²⁴. Selon le ministère américain de la défense, les Etats-Unis ont fourni à l'armée tchadienne entre 2002 et 2006, dans le cadre de l'Initiative Pan-Sahel (lutte anti-terroriste), armes et formation militaire pour une valeur de 7,5 millions de dollars US.²⁵

Dans le conflit du Darfour, le gouvernement américain est de plus en plus décidé à agir étant donné qu'il subit de plus en plus la pression de groupes de lobbying réclamant un renforcement de l'engagement humanitaire, voire même une intervention militaire pour protéger la population civile. Pour maintenir la menace d'une telle intervention, il faut que le Tchad soit un allié stable et loyal.²⁶

Pour ces trois motifs, les Etats-Unis soutiennent le régime en place, d'une manière moins interventionniste que la France certes, mais néanmoins visible. La question qui se pose maintenant est de savoir dans quelle mesure le rapprochement actuel entre le Tchad et la Chine modifiera la position des Etats-Unis.

La Chine

L'influence grandissante de la Chine dans la région a ravivé la concurrence pour l'accès au pétrole, notamment entre la Chine et les Etats-Unis, ce qui a contribué à aggraver les conflits au Tchad et au Darfour ces dernières années. La Chine s'est opposée plusieurs fois au Conseil de Sécurité des Nations Unies à des

sanctions contre le gouvernement soudanais et à l'envoi de troupes de paix au Darfour. Dans le même temps, les rebelles tchadiens profitent du soutien que la Chine fournit au gouvernement soudanais pour s'équiper en armes. Après que Déby, dans un geste spectaculaire, a renoué des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine en août 2006 et expulsé du territoire tchadien des coopérants et hommes d'affaires taiwanais, la position de la Chine a changé. En janvier 2007, la China National Petroleum Corporation a racheté à la société canadienne EnCana une concession de pétrole, d'une superficie de 22 millions d'hectares dans l'Est du pays²⁷. Depuis, les spéculations sur un éventuel pipeline reliant le Tchad au Soudan vont bon train. Le rôle que la Chine va jouer à l'avenir dans les conflits de la région n'est pas clair. Officiellement, la République Populaire de Chine s'en tient au principe de non-ingérence, mais il y a de bonnes raisons de penser qu'à l'avenir, compte tenu de son engagement croissant en Afrique, la Chine reverra ses positions en matière de politique étrangère. La désignation d'un émissaire spécial pour le Soudan en mars 2007 est le premier indice de ce changement de cap.

La Libye

La Libye, puissance régionale importante, exerce depuis des décennies son influence sur les conflits intérieurs du Tchad. Kadhafi, le chef d'état libyen, a longtemps considéré le Tchad comme le « prolongement naturel de la Libye » en se référant à l'influence historique de la confrérie libyenne de la Senoussia qui contrôlait au 19^e siècle de grandes parties du commerce au loin tchadien.²⁸

Lors de la guerre civile tchadienne qui fit rage entre 1979 et 1982, la Libye a soutenu le président Goukouni Weddeyes, un ancien chef rebelle. Dans les années 80, la Libye a fait la guerre contre le Tchad en utilisant le Darfour comme zone de déploiement et comme deuxième front. En ce temps-là déjà, un conflit régional complexe impliquait le Tchad, le Soudan et la Libye.

C'est ainsi que par exemple un groupe de rebelles tchadiens, bénéficiant du soutien de la Libye, a donné ses armes, lors de sa démobilisation en 1987, à des Arabes soudanais du Darfour, dirigés par Musa Hilal, le chef actuel des milices Janjaweed.²⁹ Grâce à cet armement, Hilal a immédiatement commencé à lutter contre les Four, un combat précurseur de l'actuel conflit du Darfour.

Bien qu'aujourd'hui la Libye donne l'impression de vouloir servir de médiateur entre le Tchad et le Soudan, il y a lieu de supposer qu'une poursuite du conflit lui est utile : en effet, si ces deux pays avaient de bonnes relations, comme ce fut le cas par exemple au début des années 90, cela restreindrait le rôle de la Libye dans la région. Pour cette raison, Marchal qualifie la guerre au Darfour de « fenêtre d'opportunité » pour la Libye, car elle lui permet de faire office de « médiateur incontournable » entre les deux belligérants.³⁰

3.3. Conclusions

L'analyse des conflits violents au Tchad montre que l'escalade de la violence à laquelle l'on assiste depuis 2005 ne peut être comprise et surmontée qu'en tenant compte des évolutions historiques, des causes des conflits, de leur dimension régionale ainsi que du rôle et des interactions de multiples acteurs internes et externes.

Il ressort de la rétrospective historique sur la formation de l'état tchadien que, dès les périodes précoloniale et coloniale, le pouvoir politique s'était imposé par la force, alors que sa légitimité ne jouait qu'un rôle négligeable. L'État

indépendant a conservé cette pratique de la répression, a aggravé les tensions existant entre les groupes et a fini par se disloquer à cause de ces conflits. Résoudre les conflits par la violence est devenu un modèle de culture politique. L'État central, réapparu après la guerre civile, est répressif, mais a du mal à s'imposer. Celui qui dirige l'État à un moment donné doit toujours veiller à l'équilibre entre ses propres intérêts et ceux de son entourage immédiat pour pouvoir se maintenir au pouvoir. Il doit toujours faire usage de la violence, lorsqu'il ne parvient pas à s'imposer par la corruption et la cooptation.

Le risque de retour à la guerre civile est important. Les conflits du Darfour et du Tchad sont intimement liés depuis des décennies, ce qui a entraîné une escalade de la violence au cours des deux dernières années. Dans l'Est du Tchad, le Nord-Est de la République Centrafricaine et au Darfour, la constellation des conflits, transnationale, est d'une extrême complexité, et compte tenu de l'émergence de fractions de plus en plus nombreuses, comme c'est déjà le cas au Darfour, il est de plus en plus difficile de mettre un terme aux conflits. Les recettes pétrolières ont stabilisé le Tchad à court terme, mais permettent aussi au régime de continuer à défendre ses propres intérêts par la force et à négliger la sécurité de sa population, ce qui risque d'affaiblir encore davantage la légitimité d'un État déjà très fragile.

4. Pistes d'actions en faveur de la paix

Que faire, compte tenu de la constellation des conflits précédemment mentionnée, pour éviter d'autres flambées de violence et contribuer à civiliser la politique au Tchad et dans la région ? Outre des mesures à court terme visant à protéger les populations civiles concernées, il faut avant tout développer des stratégies à long terme qui prennent en compte la dimension régionale des conflits et rompent avec la culture dominante de la violence.

4.1. Protection de la population civile

Compte tenu de l'escalade de la violence et de l'aggravation de la situation sur le plan des droits humains dans l'Est du Tchad, la protection de la population civile constitue une priorité essentielle. L'envoi d'une mission de paix des Nations Unies, soutenue par la présence militaire de l'UE, a pour but de protéger la population civile, les réfugiés et les personnes déplacées de violations des droits humains, de violences et de recrutements forcés dans les camps et les villes aux alentours et de permettre la distribution d'aide humanitaire. Néanmoins, le nombre de troupes est loin d'être suffisant pour assurer la protection de la population locale de la région en plus de celle des camps de réfugiés. On a donc créé des attentes qui, très probablement, ne pourront pas être satisfaites.

Les missions pourraient ouvrir de nouvelles opportunités pour renforcer l'engagement de la société civile. Un aspect important, notamment pour l'instauration d'un climat de confiance et de dialogue, est la prise en compte systématique des spécificités locales, des relations sociales et des réseaux existants, des stratégies de coping utilisées jusqu'ici par les réfugiés et les personnes déplacées, mais aussi des lignes de conflit préexistantes. Il faudrait impliquer et valoriser les connaissances et les compétences des organisations de la société civile du Tchad tout en veillant à ce que la présence des missions internationales à proximité ne mette pas en danger la sécurité des ONG internationales et tchadiennes, étant donné que l'EUFOR n'est pas considérée comme un acteur neutre par toutes les parties du conflit.

Il faut aussi contrôler en permanence la situation sur le plan des droits humains. La mission réalisée conjointement par quatre organisations tchadiennes, une ONG européenne et l'UNHCR en novembre 2006 est un excellent début et devrait être suivie d'autres actions en vue de procéder à un monitoring le plus large possible de la situation dans l'Est.

La situation en matière de sécurité ne permettra pas, à brève échéance, aux PDIP de retourner chez elles ni d'avoir une base d'existence stable. De ce fait, il faudra prévoir à court terme des moyens importants pour assurer l'approvisionnement des réfugiés. Dans le même temps, il faudra observer la situation à l'intérieur et à l'extérieur des camps pour être en mesure de percevoir les opportunités de retour des personnes déplacées.

Enfin, le programme de recrutement et de formation de policiers tchadiens destinés à travailler dans les camps et les villes avoisinantes pourra contribuer à renforcer la sécurité. Compte tenu de la complexité de la situation, des conflits existant entre les groupes de population, de la méfiance, du clientélisme et du faible niveau d'instruction, il sera cependant extrêmement difficile de procéder à une sélection transparente et adéquate du personnel recruté. A terme, il faudra aussi procéder à une réforme de l'armée – notamment dans le domaine de la formation, de la gestion interne et de la démocratisation – pour répondre aux énormes déficits de l'armée et de la police dans le domaine des droits humains (cf. 4.6.).

4.2. Engagement cohérent de l'UE pour la démocratisation

Le grand nombre d'acteurs externes qui veulent défendre ou renforcer leurs propres intérêts (ressources) dans la région ne facilite pas la conception et la mise en œuvre d'une stratégie de paix cohérente. La définition d'une politique européenne commune pour la région, intégrant l'engagement français au Tchad, constituerait une étape importante en ce sens. Mais il existe un large consensus au sein de l'UE pour accepter que le Tchad et la République Centrafricaine soient des zones d'influence de la France. La politique de stabilisation française au Tchad a certes empêché jusqu'ici la reprise de la guerre civile et la dislocation totale du pays, mais elle bloque en même temps la démocratisation et le dialogue au sein de la société, facteurs indispensables pour trouver une solution pacifique aux conflits.

Une stratégie cohérente implique, comme l'UE le formule elle-même, l'utilisation complémentaire d'instruments diplomatiques, politiques et financiers. C'est ainsi que l'envoi des troupes EUFOR est considéré comme un élément faisant partie intégrante d'un ensemble de mesures de l'UE visant à résoudre la crise du Darfour.³¹ Mais après les combats de février 2008 autour de N'Djaména, il est plus incertain que jamais que la mission de paix de l'EUFOR puisse fonctionner un jour. Cette mission a surtout été voulue par la France et les troupes françaises y jouent un rôle prépondérant. Pour cette raison, des doutes pèsent depuis le début sur la neutralité de la mission. En prenant ouvertement parti pour un camp, lors des combats de février 2008, la France a certes permis d'éviter, à court terme, de nombreuses pertes civiles, mais a aussi, aux yeux de nombreux observateurs, discrédité durablement l'EUFOR que les organisations rebelles considèrent désormais comme un ennemi. La date des attaques contre N'Djaména montre bien que l'EUFOR est devenue un facteur d'aggravation du conflit. Malgré tout, l'UE a décidé de maintenir ses troupes sur place, ce qui fait l'objet de discussions et de critiques dans de nombreux Etats membres. C'est ainsi que la Fondation Science et Politique (Stiftung für Wissenschaft und Politik, SWP), proche du gouvernement allemand, a proposé de mettre un terme à la

mission de l'EUFOR.³² Les critiques portent sur le fait qu'en se concentrant sur les aspects militaires, l'EUFOR bloque les processus politiques qui sont indispensables. L'UE ne devrait plus soutenir les intérêts particuliers de la France dans la région, mais faire pression activement sur la France et le régime tchadien. La mise à disposition de ressources financières pour l'aide humanitaire et la reconstruction, les programmes de développement et la médiation doit être accompagnée d'un dialogue politique paneuropéen, portant notamment sur l'engagement en faveur d'un dialogue social de fond intégrant des questions de paix, de réconciliation et de démocratisation. C'est seulement ainsi que la culture dominante de violence politique pourra être surmontée et que la stabilité pourra revenir, à long terme, dans la région.

4.3. Promotion d'un dialogue national inclusif

Une alliance regroupant de nombreux représentants de la société civile tchadienne a appelé à la « Paix et Réconciliation » et à un Forum National pour débattre ouvertement avec un grand nombre d'acteurs de la société sur les problèmes du pays et les pistes de solutions possibles. Cette initiative joue un rôle essentiel au Tchad et mérite, pour cette raison aussi, d'être encouragée et soutenue par les acteurs internationaux. Seul un processus de dialogue impliquant tous les groupes jusqu'ici marginalisés mais donnant aussi aux élites, qui se sentent menacées, l'occasion de négocier des garanties pour leur propre avenir permettrait de sortir de l'impasse actuelle. Mais la France et l'Union Européenne ont jusqu'ici eu tendance à amoindrir considérablement la portée des revendications de cette initiative et à accompagner les « Forums de Dialogue », organisés par le régime dans un cercle restreint qui exclut les acteurs de la société civile et réduit le dialogue à des questions techniques liées aux élections. Une ouverture et un élargissement du dialogue sont pourtant absolument indispensables. Le gouvernement allemand et d'autres gouvernements européens devraient donc peser sur la France et l'UE pour que la société civile tchadienne soit davantage intégrée dans le processus de dialogue et que le dialogue soit davantage ciblé sur les questions essentielles telles que la démocratisation et la réconciliation nationale.³³

4.4. Plus forte prise en compte de la dimension régionale

La crise au Tchad fait partie d'un grand conflit régional qui dure depuis plusieurs décennies et se déroule à la fois au Tchad, au Soudan, en Libye et en République Centrafricaine. La communauté internationale a commencé à reconnaître l'importance des interactions entre les différents combats et acteurs, mais les mécanismes de solution des conflits qu'elle préconise n'en tiennent pas encore suffisamment compte.

C'est ainsi que les aspects – et acteurs - régionaux ne jouent jusqu'ici aucun rôle dans les négociations de paix au Tchad et au Darfour. Les acteurs qui agissent comme médiateurs (Nations Unies, UA, Libye) peuvent s'impliquer pour que ceux-ci soient davantage pris en compte.

L'échange qui commence entre les sociétés civiles de la région recèle un potentiel qu'il ne faut pas sous-estimer. Les délégations internationales devraient rencontrer systématiquement les représentants des sociétés civiles dans les trois pays. Des voyages d'échange, le partage d'informations, des conférences communes dans des pays tiers et des mesures de formation continue peuvent aider les sociétés civiles de la région à se mettre davantage en réseau et à construire une initiative régionale des partisans de la paix. Les chefs religieux

devraient être appelés à jouer un rôle essentiel dans ce contexte. C'est ainsi que les messages sur la paix, la réconciliation et la lutte contre la corruption que la Conférence Épiscopale Catholique Tchadienne publie depuis des années représentent un immense potentiel pour l'engagement de l'Église en faveur de la paix dans la région et suscitent un grand écho, bien au-delà de l'Église.

4.5. Prise en compte du rapport avec les industries extractives

La concurrence entre la Chine et les pays occidentaux pour accéder aux matières premières a une grande influence sur les conflits et la situation des droits de l'homme au Tchad. L'intérêt que les Chinois portent au pétrole tchadien a donné au gouvernement Déby la marge de manœuvre qu'il lui fallait pour modifier la loi 001 sur l'affectation des recettes pétrolières et acheter davantage d'armes.

Un mouvement de la société civile bien organisé et disposant d'un réseau performant entre le Nord et le Sud³⁴ du pays a signalé, bien avant le début de l'extraction du pétrole au Tchad, les possibles conséquences négatives qui pourraient s'ensuivre, émis des propositions constructives pour que les recettes du pétrole soient affectées à la lutte contre la pauvreté et souligné le rapport existant entre l'extraction du pétrole et les conflits armés au Tchad et dans d'autres pays du Golfe de Guinée. La communauté internationale devrait s'impliquer davantage pour que ces revendications soient entendues. Dans ce contexte, la Banque Mondiale a un rôle important à jouer. C'est ainsi qu'elle pourrait, lorsqu'elle accorde des crédits à la Chine, qui arrive en cinquième position en termes de prêts accordés par l'IFC, insister pour que celle-ci ait une politique plus responsable. En tant qu'acteur important de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (Extractives Industries Transparency Initiative EITI), le gouvernement allemand devrait aussi s'impliquer davantage pour que le Tchad mette vraiment en œuvre la déclaration d'intention qu'il a signée et contribue ainsi à améliorer le monitoring du budget du pays.

Mais il ne s'agit pas seulement de transparence. En définitive, l'extraction du pétrole ne peut contribuer à rendre la culture politique du Tchad plus civilisée qu'à condition qu'il soit garanti que les revenus de l'extraction pétrolière bénéficient à tous les habitants et toutes les régions du Tchad et soient investis dans le développement du pays.

4.6. Surmonter la culture de la violence, veiller au respect des droits humains et promouvoir la participation

Dans un contexte d'ouverture politique limitée, différentes organisations de droits de l'homme ont vu le jour au Tchad depuis les années 90. Ces organisations s'engagent pour le respect des droits humains élémentaires et contre la culture de la violence et de la discrimination qui est très répandue dans l'administration et l'appareil de sécurité. Ce travail est de très grande importance pour le développement de l'état de droit à la base et, de ce fait, pour la gestion non-violente des conflits. Une meilleure coordination et une plus grande professionnalisation de leur travail dans le Sud et – comme précédemment mentionné – un plus fort ancrage dans l'Est du pays peut renforcer les effets du travail des organisations tchadiennes de défense des droits de l'homme.

Une réforme du secteur de la sécurité pourrait contribuer à ce que l'armée tchadienne se recentre sur la tâche qui est la sienne – la défense du pays – et à surmonter la culture politique de la violence et l'instrumentalisation des tensions interethniques. Une telle réforme est essentielle pour la paix interne au Tchad,

mais c'est aussi un sujet extrêmement sensible, car il touche au cœur même des rouages de l'État et aux fondements du régime. Pour qu'une telle démarche ait une chance d'aboutir, il faut absolument que des représentants de la société civile observent le processus de réforme et que des acteurs externes influents mettent la pression. Notamment la France devrait mettre à profit le rôle essentiel de son contingent de troupes stationnées au Tchad pour contribuer à une telle réforme. Un voyage d'échange, sous l'égide de Misereor et FriEnt, dans la Région des Grands Lacs, a aidé la société civile tchadienne à améliorer ses connaissances techniques sur la démobilisation et la réforme du secteur de la sécurité afin d'être en mesure d'accompagner de manière critique un tel processus.

A défaut de démocratie participative formelle, les forums de dialogue régionaux peuvent donner une voix à la population et constituer la base du « dialogue national inclusif ». Un travail de coopération au développement plus participatif, qui par exemple fait revivre les mécanismes locaux de gestion des conflits, souvent oubliés, exerce et valorise la prise de parole et contribue à créer, à la base, un état de droit légitime et qui fonctionne, aide aussi à éliminer durablement les causes de la violence au Tchad.

Notes et références

- 1 Bassiguet Nadji, Centre Culturel Al-Mouna (1996) : Tchad. Conflit nord-sud, mythe ou réalité?, p. 156.
- 2 H. Dickow (2005) : Démocrates sans démocratie. Attitudes et opinions sur la société, la religion et la politique au Tchad. Byblos, p. 34
- 3 Cf. aussi : Observatoire des droits humains : glossaire des groupes rebelles tchadiens, <http://hrw.org/reports/2007/chad0107/12.htm> et des mouvements rebelles tchadiens 2005 – 2007, http://hrw.org/reports/2007/chad0107/1.htm#_Toc156017105
- 4 Exposé au conseil de sécurité sur la situation en Afrique : situation humanitaire au Soudan, au Tchad et en République Centrafricaine. Déclaration de John Holmes, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, 4 avril 2007.
- 5 Journal Officiel de l'Union Européenne, 23.10.2007.
- 6 MINURCAT prévoit l'envoi de 300 policiers, 50 officiers de liaison et d'un nombre adéquat de personnel civil. Cf. : <http://www.un.org/Depts/dpko/missions/minurcat/index.html>.
- 7 Julie Flint, Alex de Waal (2005) : Le Darfour, courte histoire d'une longue guerre. Londres, p. 84.
- 8 Gérard Prunier (2005) : Le Darfour. Un génocide ambigu. Londres, p. 98.
- 9 Prunier (op.cit.), p. 114.
- 10 Observatoire des droits humains (2005) : Tchad : le conflit du Darfour déborde les frontières, communiqué de presse du 21.2.2005, www.hrw.org.
- 11 Amnesty International (2006) : Sommes-nous des citoyens de ce pays ? Des populations civiles tchadiennes laissées sans défense face aux attaques des Janjaweed sur leur territoire.
- 12 Flint, de Waal (op.cit.), p. 64.
- 13 Simon Massey et Roy May : « La crise au Tchad », dans « African Affairs » 105/420, p. 444, International Crisis Group 2006 : Tchad. Vers le retour de la guerre ? p. 14.
- 14 Paul Collier et Anke Hoeffler (2001) : Avidité et grief dans la guerre civile. Washington DC/Banque mondiale.
- 15 L'Observateur, No. 424, 27.6.2007.
- 16 Roland Marchal (2007) : « Les implications régionales occultées de la crise au Darfour » dans Alex de Waal : la guerre au Darfour et la recherche de la paix », p. 186.
- 17 Roy May et Simon Massey (2007) : Le Tchad. Politique et sécurité. Rapport Writenet, p. 2.
- 18 Roland Marchal (2007), op.cit., p. 197.
- 19 H. Dickow, op.cit.
- 20 Simon Massey et Roy May, (op.cit.), p. 446.
- 21 Pendant la seconde guerre mondiale, le pays a été la première colonie africaine à se ranger du côté de la Résistance et de la France Libre du Général De Gaulle et est devenu une base importante pour l'avancée du Général Leclerc en Libye.
- 22 Avec l'intervention en République Centrafricaine, Déby a réagi au soutien que Patssé, le prédécesseur de Bozizé, avait apporté aux opposants tchadiens de Déby et à sa collaboration avec la Libye qui faisait craindre à Déby un « encerclement ».
- 23 En novembre 1999, le groupe pétrolier français Elf a quitté le consortium international.
- 24 Marchal (2007), op.cit., p. 188.
- 25 Cf. : www.cdi.org/pdfs/chad.pdf
- 26 C'est ainsi que dans le contexte des négociations sur la mission des Nations Unies au Darfour, les Etats-Unis ont parlé à maintes reprises d'un « plan B », pour maintenir la menace d'une intervention militaire. Cf. : www.state.gov/p/af/rls/rm/82941.htm et www.cfr.org/publication/13465/us_implements_darfur_plan_b.html.
- 27 Jeune Afrique, 21-27 janvier 2007, p. 80.
- 28 Karine Bennafla (2004) : « De la guerre à la coopération. Les dangereuses liaisons tchado-libyennes », dans : Oliver Pliez : La nouvelle Libye, p.113.
- 29 Prunier (op.cit.), p. 59.
- 30 Marchal (2007), op.cit., p. 181.

31 Les éléments essentiels de ce paquet sont : 1) un soutien accru aux efforts de l'Union africaine (UA) et de l'ONU pour relancer le processus politique en vue d'une solution durable, 2) l'accélération de la mise en place de l'opération hybride UA/ONU au Darfour. D'ici-là, le soutien à la mission de l'UA au Soudan et au Darfour (AMIS); 3) une mobilisation accrue afin d'assurer le financement de l'aide humanitaire ainsi que l'accès humanitaire. Cf. :

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/backgroundChad_Decembre2007FRversion.pdf

32 Denis Tull, la crise tchadienne et l'opération EUFOR Tchad/RCA, Actualités de la Fondation Science et Politique (SWP-Aktuell), février 2008

33 Des institutions tchadiennes appuyées par Misereor et Pain pour le Monde (« Brot für die Welt »), comme le CEFOD (Centre d'étude et de formation pour le développement) et le centre culturel Al-Mouna, pourraient jouer un rôle très important dans un tel processus de dialogue inclusif. Grâce à leurs colloques et publications sur l'histoire du mouvement rebelle FROLINAT, la guerre civile de 1979 – 1982 ou le traitement non-violent des conflits au Tchad, ces institutions sont habituées à amener des acteurs de tous bords, très différents les uns des autres, à s'asseoir autour d'une table pour discuter de manière constructive. Al-Mouna est aussi actif au niveau du dialogue inter-religions, ce qui est très important pour toucher de vastes secteurs de la population.

34 En Allemagne, l'association Projet Pétrolier Tchad-Cameroun (« Erdölprojekt Tschad/Kamerun ») qui regroupe des organisations de coopération au développement, de défense des droits de l'homme et de protection de l'environnement a vu le jour en 1997 dans le but de promouvoir, par des actions communes, une économie pétrolière respectueuse de l'environnement et axée sur le développement. www.erdoel-tschad.de.